



Commission économique pour l'Europe**Comité des transports intérieurs****Groupe de travail des transports par voie navigable****Soixante-sixième session**

Genève, 12-14 octobre 2022

Point 15 de l'ordre du jour provisoire

**Règlement intérieur du Groupe de travail
des transports par voie navigable****Projet de règlement intérieur du Groupe de travail
des transports par voie navigable****Note du secrétariat****Mandat**

1. Le présent document est soumis conformément au projet de budget-programme pour 2022, titre V (Coopération régionale pour le développement), chapitre 20 (Développement économique en Europe), programme 17 (Développement économique en Europe) (A/76/6 (Sect. 20), par. 20.76).
2. À sa quatre-vingt-deuxième session, le Comité des transports intérieurs (CTI) a adopté la version révisée de son Règlement intérieur¹ et invité ceux de ses groupes de travail qui n'avaient pas adopté leur propre règlement intérieur à l'informer de leurs intentions s'agissant de l'harmonisation de leur règles de fonctionnement avec le Règlement du Comité ou des raisons impérieuses pouvant justifier qu'ils appliquent celui de la Commission économique pour l'Europe (CEE) ou qu'ils établissent leur propre Règlement intérieur (ECE/TRANS/294, par. 17 et 18).
3. Conformément à son mandat, tel qu'approuvé par le Conseil économique et social le 16 février 2022 (E/RES/2022/2), le CTI doit adopter le mandat et le règlement intérieur de ses organes subsidiaires. Le Groupe de travail des transports par voie navigable (SC.3) voudra donc sans doute examiner le projet de règlement intérieur le concernant, harmonisé avec celui du CTI (ECE/TRANS/294, annexe III), annexé au présent document, et recommander ce projet au CTI pour adoption.

¹ ECE/TRANS/294, annexe III.



Annexe I

Projet de Règlement intérieur du Groupe de travail des transports par voie navigable

Chapitre I Participation

Article premier

a) Les États membres de la Commission économique pour l'Europe (ci-après dénommée « la CEE » ou « la Commission ») participent aux sessions du Groupe de travail des transports par voie navigable (ci-après dénommé « le Groupe de travail ») en tant que membres à part entière disposant du droit de vote ;

b) Les États non membres de la CEE participent en tant que membres à part entière aux débats des sessions du Groupe de travail où il est question des instruments juridiques auxquels ils sont Parties contractantes, ou des règles, normes ou résolutions contraignantes qui relèvent de la compétence du Groupe de travail lorsqu'ils ont fait savoir au (à la) Secrétaire exécutif (exécutive) de la CEE qu'ils les acceptaient ou y portaient un intérêt, mais ils ne peuvent participer aux autres débats qu'à titre consultatif ;

c) Les États qui ne relèvent pas des alinéas a) ou b) participent aux sessions du Groupe de travail à titre consultatif ;

d) Conformément à l'alinéa d) de l'article premier du Règlement intérieur du Comité des transports intérieurs (CTI), les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif par le Conseil économique et social peuvent participer à titre consultatif aux débats que le Groupe de travail pourra consacrer à toute question présentant un intérêt pour lesdites institutions ou organisations ;

e) Les organisations non gouvernementales qui ne sont pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social peuvent, sous réserve de l'approbation du Groupe de travail et du respect des principes énoncés dans les première et deuxième parties de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, participer à titre consultatif aux débats que le Groupe de travail pourra consacrer à toute question présentant un intérêt pour ces organisations ;

f) Les consultations avec les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sont menées conformément à l'alinéa f) de l'article premier du Règlement intérieur du CTI ;

g) Les consultations avec les organisations non gouvernementales sont menées conformément à l'alinéa g) de l'article premier du Règlement intérieur du CTI. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif en vertu de l'alinéa d) sont assimilées à des organisations non gouvernementales inscrites sur la liste.

Chapitre II Sessions

Article 2

Les sessions du Groupe de travail ont lieu :

a) Aux dates fixées par lui lors des réunions précédentes, après consultation avec le secrétariat de la CEE ;

b) À tout autre moment où le (la) Président(e), en consultation avec le ou les Vice-Président(e)s et le secrétariat, le juge nécessaire.

Article 3

Les sessions ont ordinairement lieu à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG)². Le Groupe de travail peut, avec l'accord du CTI, décider de tenir une session particulière en un autre lieu. Dans ce cas, les règles et règlements pertinents de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sont applicables.

Les sessions peuvent également se tenir sous forme de réunions hybrides, auquel cas certains membres y assistent à l'ONUG tandis que d'autres y participent en ligne.

Article 4

Quarante-deux jours au moins avant le commencement d'une session du Groupe de travail, le secrétariat fait connaître la date d'ouverture de la session et communique un exemplaire de l'ordre du jour provisoire. Les documents de base relatifs à chacune des questions de l'ordre du jour provisoire sont communiqués au plus tard quarante-deux jours avant l'ouverture de la session ; toutefois, dans des cas exceptionnels et à condition que les raisons en soient données par écrit, le secrétariat peut communiquer ces documents vingt et un jours au plus tard avant l'ouverture de la session.

Chapitre III

Ordre du jour

Article 5

L'ordre du jour provisoire de chaque session est établi par le secrétariat en concertation avec le (la) Président(e) et le ou les Vice-Président(e)s.

Article 6

L'ordre du jour provisoire d'une session comprend :

- a) Les questions résultant des travaux des sessions antérieures du Groupe de travail ;
- b) Les questions proposées par la CEE ou son Comité exécutif ;
- c) Les questions proposées par le CTI ;
- d) Les questions proposées par les membres du Groupe de travail ;
- e) Les questions proposées par des institutions spécialisées, conformément aux accords conclus pour définir les rapports entre ces institutions et l'ONU ;
- f) Toute autre question que le (la) Président(e) ou le secrétariat juge opportun d'y faire figurer.

Article 7

Le premier point de l'ordre du jour provisoire de chaque session est l'adoption de l'ordre du jour.

Article 8

Le Groupe de travail peut modifier l'ordre du jour à tout moment au cours de la session.

² Le SC.3 souhaitera peut-être ajouter, dans cet article, la possibilité de tenir des sessions selon des modalités hybrides.

Chapitre IV Représentation

Article 9

Chaque membre à part entière, selon la définition de l'article premier, est représenté aux sessions du Groupe de travail par un représentant accrédité.

Article 10

Un représentant peut se faire accompagner aux sessions du Groupe de travail par des suppléants, des conseillers et des experts ; en cas d'absence, il peut être remplacé par un suppléant.

Article 11

a) Chaque membre à part entière communique au secrétariat les noms de son représentant et de ses suppléants et experts au plus tard une semaine avant l'ouverture de la session ;

b) Le secrétariat établit une liste provisoire des personnes susmentionnées devant participer à la session et la communique aux missions permanentes et aux missions permanentes d'observation auprès de l'ONUG deux jours ouvrables avant l'ouverture de la session. La version finale de la liste nominative de toutes les personnes ayant participé à la session leur est communiquée à la fin de la session ;

c) Une liste nominative complète des personnes ayant participé à la session est établie par le secrétariat et communiquée aux intéressés à la fin de la session.

Chapitre V Membres du Bureau

Article 12

a) Tous les deux ans, le Groupe de travail élit à sa présidence un État parmi les États membres de la CEE. Le (La) Président(e) est le (la) représentant(e) de l'État élu. À la même réunion, le Groupe de travail élit également jusqu'à deux États membres de la CEE dont les représentant(e)s deviennent Vice-Présidents pour la même période.

b) Les candidatures aux postes visés à l'alinéa a) ci-dessus doivent si possible être soumises au secrétariat dix jours avant le début de la session à laquelle les élections auront lieu.

Article 13

Si le (la) Président(e) n'assiste pas à une séance, ou à une partie de séance, il (elle) est remplacé(e) par le (la) Vice-Président(e) ou, le cas échéant, par un(e) des Vice-Président(e)s qu'il (elle) aura désigné(e).

Article 14

Si le (la) représentant(e) du pays assumant la présidence ou la vice-présidence cesse de représenter son État, le nouveau (la nouvelle) représentant(e) de cet État devient le nouveau (la nouvelle) Président(e) ou Vice-Président(e) jusqu'au terme de la période en cours. Si le (la) représentant(e) du pays assumant la présidence ou la vice-présidence se trouve dans l'impossibilité de continuer à exercer ses fonctions, son (sa) suppléant(e) devient le nouveau (la nouvelle) Président(e) ou Vice-Président(e) jusqu'au terme de la période en cours.

Article 15

Le (La) Vice-Président(e) agissant en qualité de Président(e) a les mêmes pouvoirs et exerce les mêmes fonctions que le (la) Président(e).

Article 16

Le (la) Président(e), ou le (la) Vice-Président(e) agissant en qualité de Président(e), prend part aux réunions du Groupe de travail en tant que tel (telle), et non en tant que représentant(e) de son État. Le Groupe de travail admet alors qu'un(e) représentant(e) suppléant(e) représente cet État aux réunions du Groupe de travail et y exerce son droit de vote.

**Chapitre VI
Organes subsidiaires****Article 17**

a) Le Groupe de travail peut, avec l'aval du CTI et l'accord du Comité exécutif, créer les organes subsidiaires qu'il jugera nécessaires pour l'exercice de ses fonctions, tels que des groupes de travail permanents ou d'autres équipes de spécialistes, et il lui appartient de définir les attributions et la composition de chacun d'eux. Il peut leur déléguer tous les pouvoirs qui peuvent leur être nécessaires pour s'acquitter des travaux de caractère technique qu'il leur confie.

b) En fonction de ses besoins, le Groupe de travail peut, avec l'aval du CTI et l'accord du Comité exécutif, proroger le mandat de ces organes subsidiaires ou y mettre fin.

Article 18

À moins que le Groupe de travail n'en décide autrement, le présent Règlement intérieur s'applique à chacun de ses organes subsidiaires.

Article 19

Les organes subsidiaires doivent consulter les entités mentionnées à l'article premier conformément aux procédures prévues dans ledit article³.

**Chapitre VII
Secrétariat****Article 20**

Le (La) Secrétaire exécutif (exécutive) agit ès qualités à toutes les séances tenues par le Groupe de travail et ses organes subsidiaires. Il (Elle) peut désigner un autre membre du secrétariat pour le (la) remplacer à une séance quelconque.

Article 21

Un(e) représentant(e) du secrétariat peut, à toute réunion, faire des déclarations orales ou écrites sur toute question à l'examen.

Article 22

Le secrétariat est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue des réunions du Groupe de travail et de ses organes subsidiaires.

³ Cet article ne saurait être considéré comme impliquant entre les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social une discrimination contraire aux décisions et aux Règlements de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social.

Chapitre VIII

Conduite des débats

Article 23

Le quorum est d'au moins sept membres à part entière.

Article 24

Le (La) Président(e) exerce les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des autres dispositions du présent Règlement ; en outre, il (elle) prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance du Groupe de travail, dirige les débats, assure l'application du présent Règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le (La) Président(e) peut également rappeler à l'ordre un orateur qui s'écarte du sujet de la discussion.

Article 25

Au cours de l'examen d'une question, un(e) représentant(e) peut introduire une motion d'ordre. Dans ce cas, le (la) Président(e) prend immédiatement une décision. Si cette décision est contestée, le (la) Président(e) la soumet aussitôt au vote du Groupe de travail. Cette décision reste acquise si la majorité ne se prononce pas contre elle.

Article 26

Au cours de l'examen d'une question, un(e) représentant(e) peut demander l'ajournement du débat. Cette motion a priorité. Outre son auteur, un(e) représentant(e) est autorisé(e) à prendre la parole pour l'appuyer et un(e) autre pour en demander le rejet, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

Article 27

Un(e) représentant(e) peut à tout moment demander la clôture d'un débat, même si un(e) autre représentant(e) a manifesté le désir de prendre la parole. Deux représentant(e)s au plus peuvent être autorisé(e)s à intervenir pour s'opposer à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

Article 28

Le Groupe de travail peut limiter le temps de parole de chaque orateur, si cela est jugé nécessaire pour assurer le bon déroulement de la session.

Article 29

Les motions et résolutions importantes sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que le Groupe de travail n'en décide autrement.

Article 30

Lorsqu'un amendement comporte une révision, un ajout ou une suppression intéressant une proposition, le Groupe de travail vote d'abord sur cet amendement et, s'il est adopté, vote ensuite sur la proposition modifiée.

Article 31

Si deux ou plusieurs amendements à une proposition sont présentés, le Groupe de travail vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition de base. Il vote ensuite, s'il y a lieu, sur celui des amendements restants qui s'en éloigne le plus, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix.

Article 32

Le Groupe de travail peut décider, à la demande d'un(e) représentant(e), qu'une motion ou une résolution sera mise aux voix section par section. Dans ce cas, le texte constitué par l'ensemble des sections adoptées est ensuite mis aux voix dans son ensemble.

Chapitre IX**Vote****Article 33**

Chaque membre à part entière du Groupe de travail dispose d'une voix.

Article 34

Les décisions du Groupe de travail sont normalement prises par consensus. À défaut, elles le sont à la majorité des membres à part entière présents et votants.

Aux fins du présent Règlement, l'expression « membres présents et votants » s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

Article 35

Le Groupe de travail ne prend aucune mesure intéressant un pays quelconque sans obtenir l'accord du Gouvernement de ce pays.

Article 36

Les votes du Groupe de travail ont lieu normalement à main levée. Si un(e) représentant(e) demande qu'il soit procédé à un scrutin par appel nominal, il en sera ainsi fait, et les noms des membres à part entière seront appelés dans l'ordre alphabétique anglais.

Article 37

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret à moins que le Groupe de travail ne décide, en l'absence d'objection, de nommer sans vote un(e) candidat(e) ou une liste de candidat(e)s ayant fait l'objet d'un accord.

Article 38

Si, lors d'un vote relatif à une question autre qu'une élection, il y a partage égal des voix, le Groupe de travail procède à un second vote. S'il y a de nouveau partage égal des voix, la proposition est considérée comme rejetée.

Chapitre X**Langues****Article 39**

L'anglais, le français et le russe sont les langues de travail du Groupe de travail.

Article 40

Toutes les interventions faites dans l'une des langues de travail sont interprétées dans les deux autres langues.

Chapitre XI Documents

Article 41

Le texte des rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officielles adoptés par le Groupe de travail et ses organes subsidiaires sont communiqués dès que possible aux participants énumérés à l'article premier.

Chapitre XII Publicité des séances

Article 42

En règle générale, le Groupe de travail se réunit en séance publique. Il peut décider qu'une ou plusieurs séances déterminées seront des séances privées.

Chapitre XIII Rapports

Article 43

Le Groupe de travail soumet chaque année au CTI un rapport complet sur ses activités et projets, ainsi que sur ceux de ses organes subsidiaires.

Chapitre XIV Amendements et suspensions d'application

Article 44

Le Groupe de travail peut modifier tout article du présent Règlement intérieur ou en suspendre l'application, sous réserve que les amendements ou décisions de suspension envisagés soient adoptés par le CTI et approuvés par le Comité exécutif et ne visent pas à s'écarter du mandat du Groupe de travail.
